

Subsides

Après tout, nous n'essayons pas de nous défendre militairement contre une agression de la part des États-Unis, même si nous la craignons. Quelle sorte d'attaque contre notre souveraineté pouvons-nous redouter? A quelles sortes d'armes devons-nous avoir recours pour la repousser? Quel en serait le prix? Si tous ces renseignements nous étaient clairement donnés, nous pourrions peut-être trouver une réponse intelligente à ces questions. J'aimerais que le ministre nous dise au cours du présent débat ce qu'il entend exactement par un rôle de surveillance. Cela pourrait signifier un engagement sans réserve ou au contraire un engagement limité, raisonnable, conforme à nos besoins.

Le renouvellement de l'accord du NORAD est considéré par certains comme le symbole de nos bonnes relations avec les États-Unis. A mon avis, au contraire, notre refus de renouveler l'accord du NORAD aurait été considéré par un grand nombre d'observateurs comme le symbole de la fermeté canadienne et de la souveraineté canadienne et ne nous aurait en rien empêchés de collaborer très étroitement avec les États-Unis. Je suis toutefois heureux de constater que le ministre et le comité n'ont pas cru bon d'adopter pour justifier le NORAD les arguments présentés naguère et qui n'avaient pas réussi à nous convaincre.

Je vois que j'ai une minute ou deux pour parler de l'OTAN. Ici encore, on nous laisse dans l'ignorance. Le premier ministre est rentré mardi dernier, je crois, et a déclaré à la Chambre qu'il continuerait d'appuyer l'OTAN et qu'il ne réduirait pas notre collaboration militaire. Mais, comme il a ajouté qu'une révision était en cours, il a laissé en suspens la question de la nature de cette collaboration. Contribuerons-nous à la force centrale, ce qui nécessitera de nous l'achat d'un grand nombre de nouveaux chars, s'il s'agit par exemple de guerre terrestre, ou de nouveaux avions selon le cas. Ou ne serait-il pas préférable que nous puissions fournir une force légère, mobile, qui serve à protéger les flancs? C'est sur les flancs que les experts militaires estiment que les forces de l'OTAN sont les plus vulnérables. Je ne puis voir pourquoi nous devrions continuer à jouer un rôle incompatible avec nos ressources et nos moyens de défense, un rôle qui exige de nous des dépenses extraordinairement lourdes.

Je terminerai en disant que lorsque le rapport de cette révision de notre structure de défense, comme on l'appelle sera disponible, j'espère que le ministre verra à le présenter en temps opportun, et avant qu'il n'ait reçu une approbation définitive, au comité de la défense. Je suis fatigué de voir que des décisions sont prises et annoncées—comme ce fut le cas pour les décisions relatives au NORAD—avant que le comité ne soit saisi de ces questions. «Vous pouvez y jeter un coup d'œil si vous y tenez», nous dit-on, mais nous savons tous quelle sera la réponse dans des situations comme celles-là.

● (1600)

Le député de Victoria a parlé du Portugal. J'ai déjà eu la bonne fortune de m'y rendre et je profite de l'occasion pour dire tout l'intérêt que je porte à ce peuple et à ses institutions démocratiques. Il accepte de coopérer avec l'Occident dans toute la mesure du possible et du nécessaire. Les rumeurs d'usurpation communiste sont tout à fait dénuées de fondement et j'espère que notre politique n'en tiendra pas compte.

[Français]

M. Laprise: Monsieur le président, sans doute que le choix que le parti conservateur progressiste et le député de Victoria (M. McKinnon) ont fait cet après-midi de discu-

ter du crédit du ministère de la Défense nationale est un choix qui a l'approbation de la Chambre. Il est rare je crois qu'une discussion à ce sujet, en comité plénier, ait eu lieu au cours des dernières années.

Ces crédits ont été discutés évidemment en comité, mais devant un comité plénier, nous avons perdu l'habitude de ce genre de débat, et la nouvelle procédure permet de discuter des crédits d'un ministère, de ceux que nous croyons les plus importants. Or, cet après-midi, en discutant des problèmes de ce ministère, il y a, nous venons de nous en rendre compte, du pour et du contre.

En écoutant le discours que vient de prononcer l'honorable député de Greenwood (M. Brewin), je me demande ce que deviendrait le Canada si le pays était gouverné par son parti. Il y aurait peut-être des économies dans le domaine de la défense nationale, mais je me demande si ces économies seraient profitables à court ou à long terme. Or, monsieur le président, nous savons que si un pays quel qu'il soit, veut faire respecter sa souveraineté, il est nécessaire qu'il possède une armée, même si elle n'était que symbolique. Et dans la situation actuelle, tels que les rôles se jouent à travers le monde, nous avons vu depuis quelques décades la formation de blocs d'un côté ou de l'autre. Il est devenu notoire que les dépenses de chaque pays entament les budgets des gouvernements. Cela est pratiquement devenu inévitable.

Nous savons qu'il en coûte très cher à un pays comme le Canada, qui a de vastes frontières à défendre et une population d'à peine 22 millions d'habitants. Il est passablement dispendieux de maintenir une force de défense raisonnable.

Nous avons vu, au cours des dernières années, que le gouvernement a tenté, surtout en cédant aux pressions des citoyens canadiens, de restreindre son budget de la défense. Il en est résulté la situation que nous connaissons aujourd'hui. En restreignant ainsi les dépenses on a négligé de remplacer l'équipement désuet. Or, aujourd'hui, nous devons faire face à une telle situation et nous savons que dans l'équipement de terre, certains camions sont plus âgés que les soldats qui les conduisent. Il y a quelques années j'ai visité un camp militaire et j'ai vu des camions qui brûlaient leur quatrième moteur. A ce moment-là, on n'osait plus s'éloigner du camp parce qu'on craignait d'être obligé de revenir à pied.

Monsieur le président, lorsque nous en sommes rendus à une telle situation, on peut avoir des soldats qualifiés, des soldats bien formés, mais avec un tel équipement, si l'on devait réellement s'en servir un jour, je me demande de quelle façon on pourrait se défendre.

Dans l'artillerie lourde, c'est également la même chose. Que dire maintenant de nos avions? Nos avions de surveillance et de recherches marines, tel l'*Argus*, ont «la carrière déjà terminée», et on nous parle d'un coût de remplacement de l'ordre de 400 à 700 millions de dollars.

Évidemment, cela ne sera pas dans le budget de cette année ni même dans celui de l'an prochain, j'imagine qu'on devra répartir ce montant sur plusieurs années. Par contre, si on veut continuer d'assurer la surveillance de nos côtes, il faudra prévoir le remplacement de cet avion et les montants nécessaires dans les crédits du ministère de la Défense nationale.

Nos chasseurs sont aussi très âgés, et on se demande s'ils seraient de taille à se défendre en cas de conflit. Ils peuvent encore servir à la formation de nos aviateurs mais, encore là, ceux-ci s'exercent avec des avions qui répondent bien aux commandes, il est vrai, mais parfois ils